

Décision n° 00–805 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 26 juillet 2000 attribuant des ressources en numérotation à la Société Réunionnaise du Radiotéléphone

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 23 février 1995 portant autorisation d'établissement d'un réseau radioélectrique ouvert au public dans le département de la Réunion en vue de l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM DOM 1 modifié ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande de la Société Réunionnaise du Radiotéléphone reçue le 4 juillet 2000 ;

Après en avoir délibéré le 26 juillet 2000 ;

Décide :

**Article 1er** – Les numéros indiqués ci-dessous sont attribués à la Société Réunionnaise du Radiotéléphone (Siren : 393 551 007) pour l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM DOM 1 à partir du 16 décembre 2000 :

Ressources	Usages
026206MCDU	Gestion technique des renvois d'appels
026210MCDU	Service numérique paneuropéen
026211MCDU	Service numérique paneuropéen
026212MCDU	Service numérique paneuropéen
026213MCDU	Service numérique paneuropéen
026214MCDU	Service numérique paneuropéen
026215MCDU	Service numérique paneuropéen

**Article 2** – La Société Réunionnaise du Radiotéléphone acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** – Au 31 janvier de chaque année, la Société Réunionnaise du Radiotéléphone adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 2000

Le Président

Jean–Michel Hubert